



Riccobono, dans le Sud-Est de la France depuis 1900

Pourquoi vouloir casser le jouet aujourd'hui ?

Ces derniers mois les salariés de Méditerranée Offset Presse (M.O.P.) et leurs élus ont tout connus :

- Remise en cause de la légitimité des élus, pressions auprès des salariés jusqu'à leurs domiciles. Si certains pensaient qu'il suffisait de laisser l'inspection du travail gérer le dossier, force est de constater que cela n'a en rien entravé l'opération de destruction de l'entreprise par l'actionnaire majoritaire.
- La manœuvre grossière de la mise en redressement judiciaire de l'entreprise, pour que le Tribunal de Commerce se substitue au dialogue social et qu'il ordonne des licenciements, alors que l'entreprise ne connaît pas de difficulté financière, ne prend pas ! L'entreprise serait même encore plus excédentaire si le bâtiment et les outils de productions déjà amortis n'étaient pas soumis à l'impôt de l'actionnaire sous forme de loyer à payer à une holding.
- L'actionnaire organise la fuite de la charge de travail pour tenter de justifier des difficultés économiques, sciemment il distille une vieille recette, la mise en concurrence des salariés du groupe.

Ces méthodes à M.O.P. comme ailleurs, sont des attaques contre "la CGT" et ce qu'elle représente dans la profession que ce soit en PQN/PQR-D-H. Car seule "la CGT" toutes catégories professionnelles confondues, pourra mener la contre offensive ultralibérale initiée : fermetures d'imprimeries dédiées aux titres, interdisant les bouclages tardifs et l'initiative éditoriale... Les politiques expansionnistes des groupes sous couvert d'alibi de volume de chiffre d'affaires, sont pourtant à chaque fois accompagnée par des vagues de licenciements... Ce tout nous est servi réchauffé, encore et encore, nous avons passé le stade de l'indigestion, il faudrait encore que nous prenions la bouchée mortifère de la réduction des coûts qui doit passer par l'uniformisation de l'information, la paupérisation de l'esprit critique et du libre arbitre citoyen. Seul le pluralisme de l'information est garant d'emplois dans les entreprises, à tous les niveaux, il stimule l'offre éditorial, les contenus, mais aussi et surtout les lecteurs qui y trouvent un intérêt à lire la presse et donc de faire les actes d'achat des journaux !

Le SILPAC de Rouen, du Havre et de leur région se déclare solidaire de la lutte que mène le Syndicat de la Fédération des Industries du Livre du Papier et de la Communication de Vitrolles et invite la direction de M.O.P. à entendre les représentants du personnel, à renouer avec un dialogue social constructif, tenant compte de l'intérêt des salariés et de leurs familles, qu'elles soient originaires du Sud-Est de la France depuis 1900 ou pas.

Rouen, le 5 septembre 2017